



**HAL**  
open science

## Philippe Hamman, Les Coopératives énergétiques citoyennes. Paradoxe de la transition écologique ?

Marie-Hélène Hermand

### ► To cite this version:

Marie-Hélène Hermand. Philippe Hamman, Les Coopératives énergétiques citoyennes. Paradoxe de la transition écologique ?. *Questions de communication*, 2024, 44, pp.400-403. 10.4000/questionsdecommunication.33635 . hal-04459132

**HAL Id: hal-04459132**

**<https://hal.science/hal-04459132>**

Submitted on 15 Feb 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Philippe HAMMAN, *Les Coopératives énergétiques citoyennes. Paradoxe de la transition écologique ?*

Lormont, Éd. Le Bord de l'Eau, coll. En Anthropocène, 2022, 201 pages.

### **Marie-Hélène Hermand**

Université Bordeaux-Montaigne, MICA, F-33607 Pessac cedex, France

Cet ouvrage, rédigé par Philippe Hamman, professeur de sociologie à l'Institut d'urbanisme et d'aménagement régional (IUAR) de la Faculté des sciences sociales à l'université de Strasbourg, est consacré aux coopératives énergétiques citoyennes. Définies comme des coopératives de production (et parfois de distribution) d'énergie à partir de sources renouvelables et d'installations décentralisées, ces initiatives territorialisées reposent sur un modèle de participation économique des membres ou d'actionnariat citoyen. En partant de réflexions centrées sur la territorialisation de la transition en tant que nouvelle norme de légitimité, l'auteur invite à interroger les registres de sa traduction effective dans les arènes et dans les espaces locaux perçus à la fois comme des ressources et des contraintes.

L'espace du Rhin supérieur, région trinationale située aux confins de l'Allemagne, de la France et de la Suisse, offre un contexte et un dispositif de choix pour restituer le jeu complexe des acteurs, des interactions et des défis de la transition énergétique en Europe. Un second intérêt de l'étude des coopératives énergétiques dans le Rhin supérieur concerne la possibilité d'approcher les relations, formelles ou non, entre les contenus et les instruments ainsi qu'entre les coopérateurs et les principaux acteurs des énergies renouvelables. La position particulière du Rhin supérieur conduit aussi à explorer les enjeux de régulation, les objectifs, les principes, les priorités et les moyens d'action que peuvent utiliser les coopératives énergétiques et les acteurs en co-présence. Régional et transfrontalier, le dispositif étudié fournit l'occasion de mettre en parallèle la France et la Suisse, et d'élargir les réflexions menées en Allemagne au sujet des politiques de transition énergétique.

Pour penser le changement social et les dynamiques économiques et environnementales inscrites territorialement, la notion clé de l'ouvrage est celle du *commun* (*biens communs, projet commun, agir commun*), notion d'actualité au temps de l'Anthropocène et riche de sens par rapport à nos actions. Elle désigne non seulement les ressources mais aussi les processus sociaux d'organisation, de production, de distribution et d'usages. Elle renvoie aussi à des réalités et à des représentations plurielles, qu'il s'agisse de désigner une réflexion théorique, un débat politique et/ou des expériences citoyennes plus ou moins territorialisées. Le questionnement central de l'ouvrage vise à explorer le débat actuel entre une politisation des questions écologiques (par exemple à travers des processus d'institutionnalisation ou des dispositifs économiques et juridiques) et une dimension citoyenne (notamment en considérant les modes de vie ou la mobilisation de chacun). En effet, cette tension fait courir le risque d'une dépolitisation des enjeux. La problématique territoriale occupe ici une place de choix pour observer ce que le territoire fait aux *communs* et ce que ceux-ci font au

territoire. Si les coopératives énergétiques sont souvent présentées comme une incarnation de (biens) communs sous l'angle d'alternatives sociétales, il convient de se garder de toute vision simpliste : il s'agit à la fois de transformations « *en train de se faire* » et de projets collectifs (p. 19). C'est le potentiel de transformation de cette dynamique des *communs* qui retient ici l'attention de l'auteur, étudié à partir d'une centaine d'entretiens sociologiques, de dix observations sur sites et d'une série de cinq ateliers participatifs.

L'ouvrage s'organise en quatre chapitres : le premier vise à expliciter les liens entre communs, territoires et coopératives énergétiques ; le deuxième interroge le balancement entre bien commun et projet commun ; le troisième analyse les enjeux d'un agir commun sélectif socialement et spatialement ; le quatrième aborde les paradoxes des coopératives énergétiques au prisme des profils des coopérateurs.

Dans le premier chapitre de l'ouvrage, intitulé « Coopératives énergétiques et communs territoriaux : de quoi parle-t-on ? » (p.25-52), nous soulignons les points qui ont particulièrement retenu notre attention tout au long d'une lecture effectuée au prisme de la communication publique et politique, de la communication européenne, et plus précisément de la communication et du discours transfrontaliers en tant que domaine de connaissance émergent en sciences de l'information et de la communication (SIC). L'ouverture du chapitre établit que le territoire constitue désormais le lieu de définition des problèmes publics et des actions collectives que suscite ce processus définitionnel. Elle explicite également le lien entre biens communs et territoires, et soulève la question de cette connexion. Ce qui retient notre attention ici, c'est l'opération de dégagement du sens et d'un contenu tout au long d'un cheminement transactionnel. Nous voudrions notamment souligner la mention à l'école territorialiste italienne incarnée par la pensée pluriscale d'Alberto Magnaghi (p. 27) qui permet de comprendre la notion de « territoire bien commun » et dont le message politique critique la déterritorialisation de la mondialisation et du développement économique. Un autre point d'intérêt provient de l'attention portée par P. Hamman aux modes d'énonciation de la problématique des *communs*, dans le sens où ceux-ci désignent « *une ressource + une communauté + un ensemble de règles sociales* » (*ibid.*). Le rapport à la notion de communauté apparaît alors central : les *communs* contribuent à la construction territoriale d'un sentiment d'appartenance, nécessaire pour « "revisibiliser" le circuit de l'énergie » (p. 28) face à la difficile prise de conscience du système énergétique par les populations. Cette amélioration de la visibilité passe par une meilleure compréhension de factures d'électricité jugées illisibles, du processus de production d'énergie photovoltaïque ou encore de l'effet contre-productif des batteries. La mobilisation d'apports anthropologiques permet d'interroger les relations complexes entre la part de matérialité et d'immatérialité des (biens) *communs* (p. 29). En outre, la mise en œuvre d'une analyse statistique et lexicale d'un corpus de 258 articles de revues internationales spécialisées dans le domaine de l'énergie à partir d'un mot clé (« *community energy* ») et à l'aide du logiciel IRaMuTeQ permet de préciser le double sens du terme « *community* » dans son rapport au terme « *energy* », selon qu'il s'agit d'énergies dites citoyennes (*citizen, cooperative, stakeholder*) ou d'énergie décentralisée (*decentralize, local, scale*). Les champs lexicaux et les univers de sens ainsi dégagés mettent en évidence une « "flexibilité" des technologies énergétiques qui prend forme dans la coexistence d'une

régulation centralisée-industrielle (historiquement autour des “grands” énergéticiens) et d’une régulation décentralisée-citoyenne (dont les projets d’autoconsommation sont emblématiques » (p. 39). Enfin, l’examen comparé et fouillé des trajectoires nationales (Allemagne, France, Suisse) permet de souligner les différentes visions (État unitaire *versus* État fédéral) d’une même problématique – à savoir garantir la stabilité du système énergétique et de son processus d’évolution – et d’expliquer en quoi les pratiques d’engagement socialement novatrices sont favorisées (ou non) par les cadres nationaux. Ces divergences des États donnent lieu respectivement à un dialogue de sourds en France en raison du puissant *lobby* nucléaire historique, à des mouvements de protestation en Allemagne contre les centrales nucléaires ou encore au constat de dépendance énergétique internationale en Suisse (p. 43-47).

Le deuxième chapitre de l’ouvrage, intitulé « Les coopératives énergétiques : biens communs ou projet commun ? » (p. 53-86), interroge la raison collective de la coopérative citoyenne. Ce qui se joue ici relève de problématiques bien connues en analyse du discours. Par exemple, l’adoption d’une définition négociée, en l’occurrence des « coopératives énergétiques citoyennes », fait l’objet d’une première difficulté de taille pour la communauté considérée (p. 53-54). On note aussi la prégnance d’une forte polyphonie à l’œuvre dans la pratique et les droits de l’esprit coopératif. Cette combinaison des voix de l’énonciation témoigne d’une tension entre l’exercice du principe démocratique et la nécessité de prendre des décisions pour agir (p. 54-56). La polysémie décrite à l’issue des entretiens résulte pour sa part de la mise au jour de toute une diversité de profils d’acteurs (e.g. hautement diplômés, étudiants, militants professionnels) et de motifs d’adhésion (e.g. expertise technique, investissement symbolique). Les notions de « participation » aux coopératives énergétiques citoyennes, de « mobilisation citoyenne », d’« agir commun » ou encore d’« autonomie » des coopératives recouvrent dès lors divers sens (p. 62-65). Enfin, l’utilisation de métaphores renforce le motif de connexion entre les acteurs : la métaphore écologiste du « colibri » tend notamment à illustrer l’engagement de chacun à « faire sa part » (p. 80). L’importance accordée à la contextualisation des relations avec l’État permet ici encore de distinguer le cas de l’Allemagne, de la Suisse et de la France pour envisager la problématique des *prosumers* (producteurs-consommateurs), montrant par là les différences de traditions nationales et de rapports entretenus au politique (e.g. cadres réglementaires, contractualisation, tarifications, systèmes de rétribution) et les controverses qui en découlent, y compris dans des situations de coopération (p. 66-73). Les relations avec les collectivités territoriales, examinées au prisme de la notion de communs territoriaux, traduisent pour leur part des relations composites qui mêlent des aspects immatériels et matériels et engendrent des conflits politisés ou personnalisés (p. 76-80).

Le troisième chapitre de l’ouvrage – « Les coopératives énergétiques, un agir commun sélectif socialement et spatialement » (p. 87-143) – envisage les coopératives énergétiques citoyennes comme un principe politique fondé sur un agir commun dont il s’agit de définir l’ancrage. Cet agir commun s’avère sélectif, comme le montre le questionnement de la durabilité sociale. Dans un contexte où le répertoire de la transition renvoie largement au discours de l’abondance énergétique et où le répertoire des énergies renouvelables renvoie au discours des sources d’énergie illimitées, la tension est forte entre le risque d’un écueil dû

à l'accaparement des ressources par des privilégiés et l'objectif annoncé de démocratisation des coopérations énergétiques. Cet objectif de démocratisation est d'autant plus difficile à saisir qu'il recouvre des interprétations diverses adossées à des discours de logique sociétale ou à des discours de non-disponibilité au profit. Tandis que les arguments de la viabilité économique continuent de s'imposer, il est souligné qu'en régime coopératif c'est pourtant bien l'objet social qui est la raison d'être de l'entreprise et le capital est au service de celui-ci, d'où la nécessité des « arrangements » locaux et « le caractère toujours partiel et provisoire des accommodements dégagés » (p. 99).

La spécificité de la région trinationale considérée amène à souligner des points de convergence (une attention à l'égard de la viabilité économique, l'argument incontournable du coût de l'électricité), des points de divergence (différentes structures juridiques, manières d'aborder l'aspect financier ou de solliciter des adhérents) ou encore des variables (notamment intergénérationnelles) relatives aux mouvances liées à l'engagement. Le balancement entre un ancrage territorial fort et au sein de réseaux élargis fournit en outre l'occasion d'identifier les intrications des marchés de l'énergie en Europe dans le « faire commun » opérationnel. Le contexte transfrontalier et les projets transfrontaliers étudiés illustrent particulièrement cette imbrication qui « ne se résume pas à une dichotomie local/global [mais] se complexifie dans une dialectique proximité/distance spatiale/sociale, elle-même distribuée en fonction des propriétés sociales et des représentations des acteurs » (p. 133).

Le quatrième chapitre, intitulé « Paradoxes des coopératives ou des coopérateurs ? », approfondit la pluralité des profils, des motifs d'adhésion et des modes d'organisation des coopératives énergétiques pour en faire ressortir la complexité. Les attitudes différenciées portent ici encore sur de nombreux points, parmi lesquels l'évaluation du retour financier, la conviction environnementale, le sentiment d'appartenance au groupe, l'importance accordée à une gouvernance démocratique et les énergies renouvelables elles-mêmes (en général et éoliennes en particulier). Le chapitre se focalise sur les problématiques d'acceptabilité sociale des énergies renouvelables et les résultats de tests sur les différences d'acceptation par les publics du photovoltaïque, de l'éolien ou encore des installations de biogaz. Les résultats saillants montrent qu'il n'y a pas de relation mécanique entre la participation à un projet communautaire d'énergie renouvelable et l'acceptation d'une installation à proximité de son lieu de vie. Les conflits d'usage qui se font jour révèlent pour leur part que le rapport entre communs et territoire n'a rien de « naturel » : les discours contestataires existent face aux nouveaux projets et donnent lieu à des controverses médiatiques (p. 150). Ces controverses portent notamment sur la pertinence des lieux d'installation, sur le stockage des énergies renouvelables ou encore sur la technicité des projets. Le récit mythique qui sous-tend les coopératives est en effet davantage axé sur l'exemplarité technique plutôt que sur la réalité sociale, ce qui aboutit à une absence de démarche inclusive, à un détachement des pratiques et des habitudes de vie, à l'exclusion de certaines catégories (les locataires), bref une logique de club potentiellement exclusif.

Un angle prégnant de lecture de l'ouvrage est aussi celui de l'écologie politique où trois entrées théoriques se rejoignent. Une première entrée confirme les limites du « grand

partage » occidental séparant les humains et la nature pour prendre en compte la complexité des dynamiques écologiques. On voit ici que le fonctionnement des coopératives énergétiques « donne à comprendre la capacité différentielle (économique, scolaire, etc.) des acteurs pour agir en matière de transition » (p. 177). Une deuxième entrée suscite un renouvellement des modes et des formes de territorialisation : tout comme la mondialisation avait produit de nouveaux découpages et mises en réseau, le transfrontalier « permet de relire sous un mode transactionnel les relations et les hybridations » (p. 178). Enfin, une troisième entrée renvoie à la prudence devant le risque de confiscation de la démocratie et du pouvoir par les experts en raison d'un outillage technique (c'est-à-dire géothermie, biomasse, méthanisation, solaire thermique *versus* solaire photovoltaïque) dominant le changement socio-écologique (p. 179).

Le lecteur trouvera, en fin d'ouvrage, la très riche bibliographie exploitée par l'auteur ainsi qu'un index permettant de localiser les occurrences des concepts importants et abondamment mobilisés tout au long de la réflexion. On soulignera enfin les nombreux croisements opérés avec les pensées d'auteurs tels que Fabrice Flipo (sur la question d'une écologie populaire, p. 9), d'Amartya Sen (pour prolonger l'analyse de l'agir commun à l'aide de la notion de « capacité », p. 115), de Michel Foucault (pour envisager l'exercice du pouvoir diffus au sens de la « gouvernementalité », p. 159).